Congrès de la fédération de Paris du NPA (27 novembre 2011): un congrès dépolitisé et anti-démocratique

Nous publions ici le bilan des délégué-e-s élu-e-s sur la base de la plateforme alternative au secrétariat fédéral sortant, initiée par la Tendance CLAIRE avec d'autres camarades de la position C.

Le congrès s'est tenu dans un contexte d'accélération de la crise et des attaques du gouvernement et du patronat contre les salariés. Cela a une résonance particulière dans la capitale d'un pays centralisé, gouvernée par l'actuelle « opposition » PS-EEL--PCF-PG-MRC-PRG. C'était l'occasion d'une discussion riche pour fixer des axes politiques clairs et relancer la construction.

Le congrès a certes acté quelques points justes : plus d'interventions vers et sur les lieux de travail, souci de plus centraliser l'activité, transformation du secrétariat en direction politique. Mais, sous prétexte de ne pas refaire les débats de la Conférence nationale, la Position 1A [centre de la majorité du NPA au niveau national] la Position 2 [gauche de la majorité au niveau national] et la Positon B [minorité de droite au niveau national] s'étaient mises d'accord pour verrouiller toute discussion politique. Or comment construire sans orientation précise ? Certains répondent que le NPA 75 se fera en marchant. Cette logique adoptée par le congrès fondateur a conduit à la crise du NPA dans un contexte où il devrait avoir le vent en poupe. Pourquoi répéter les erreurs du passé ? La crise nous impose toujours plus de trancher des questions clés. Et le nouveau secrétariat va les trancher de fait, en sortant communiqués, tracts, etc. : c'était à la base de décider les axes. C'est à cela que sert un congrès !

Nos amendements (dont l'ensemble constituait une plateforme) allaient dans ce sens:

1. mettre en avant à partir des revendications immédiates un programme de transition (interdiction des licenciements, annulation de la dette, expropriation sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs des banques et des groupes du CAC 40) articulé au gouvernement des travailleurs ;
2. avoir une politique de front unique juste : unité sur les revendications communes et indépendance politique du parti avec liberté de critique, notamment des directions syndicales ;
3. dans la campagne dette, affirmer que toute la dette est illégitime et refuser un audit d'experts, pour que les travailleurs jugent eux-mêmes ;
4. se fixer comme une priorité le soutien, la coordination et l'intervention politique

dans les luttes ;
5. dénoncer non seulement la politique du PS à la mairie et au conseil régional, mais aussi le PCF et le PG qui, en votant le budget, l'approuvent ;
6. faire de la construction dans les entreprises une priorité et mieux articuler les comités de quartier, de boîtes et de branches.

Bien que la majorité de ces amendements ait été adoptée par au moins une AG élective, au congrès, même les camarades P2 ont refusé de les discuter et appelé à les rejeter par principe au nom de l'union sacrée P1A-P2-PB. Pire, inquiets de devoir tenir compte de notre poids politique croissant à Paris, ils se sont permis avec leurs alliés de multiplier les violations de la démocratie. Ils ne nous ont pas donné les dates des AG électives pour défendre notre plateforme et n'ont pas soumis celle-ci au vote là où n'avions pas de militants. Au congrès, ils nous ont refusé le 8e délégué auquel nous avions droit, en prétendant que notre plateforme aurait été déposée « hors délai », argument faux, apparu quelques jours avant le congrès, alors que le secrétariat n'en avait rien dit en la publiant. Malgré tout, nous avons eu 7 voix contre 47 pour le texte du secrétariat, soit 13%. Or les dirigeants P2, P1A et PB ont fait voter que notre représentation au secrétariat 75 serait réduite à 1 membre sur 20 (7 P2, 5 P1A, 7PB), là où à la proportionnelle au plus fort reste, nous aurions dû en avoir 3 — et alors que nous n'en réclamions que 2 ! Il y a eu seulement 19 pour, 11 contre, 15 abstentions.

Les dirigeants de la P2, lorsqu'ils étaient dans l'opposition à la direction, avaient mené un combat politique sur le fond (quoique partiel et ambigu) et pour le respect de la démocratie ; désormais dans la direction, ils reprennent la logique du compromis flou et des méthodes bureaucratiques pour l'imposer, afin d'accroître leur poids dans l'appareil. Cela ne peut que prolonger la crise du parti au lieu de la résoudre, dégoûter les militants au lieu de les mobiliser, bref freiner la construction au lieu d'ouvrir une dynamique. Pour donner envie aux travailleurs et jeunes révoltés de militer avec nous, il faut parler du fond, être fidèles à la démocratie et à l'autogestion ouvrière vantée dans nos meetings, définir une orientation révolutionnaire rigoureuse.

Les délégué-e-s de la plateforme alternative à celle du secrétariat sortant, le 9 décembre 2011